



Istituto Veneto
di Scienze, Lettere
ed Arti

2,3,4 novembre 2022

Mercati storici e rigenerazione urbana in Europa

Le cas bruxellois

Rénovation des espaces publics et marchés anciens du centre de la ville

Claire Billen

Abstract

En 1989, la Belgique passa une étape importante de son processus de réforme institutionnelle et la Région de Bruxelles-Capitale obtint un statut lui permettant dorénavant de développer, avec une certaine autonomie, des politiques d'aménagement du territoire.

La situation était préoccupante. La région et plus spécialement sa partie centrale était confrontée à une perte continue d'habitants et par conséquent de revenus fiscaux. Les statistiques démontraient par ailleurs que les résidents urbains subsistants étaient de plus en plus pauvres. La majorité des très nombreux emplois générés par les fonctions nationales et internationales de la ville et par son offre de services (institutions culturelles, d'enseignement et de soins) étaient occupés par des personnes issues d'autres régions du pays, payant leurs impôts sur leur lieu de résidence. Chaque jour, plus de 400.000 travailleurs pendulaires entraient dans Bruxelles pour la quitter aussitôt le soir venu.

L'attractivité résidentielle de la ville s'imposait dès lors comme une priorité des politiques urbaines.

Jusqu'à-là, Bruxelles, fortement défigurée par plus d'un siècle de grands chantiers d'infrastructures ferroviaires et administratives, pâtissait d'une réputation des plus désagréables.

Tandis que les nouvelles institutions régionales s'occupaient de planifier une reprise en main globale de l'espace et du paysage (embellissement des grands axes, verdurisation, protection du patrimoine, protection et rénovation de l'habitat, organisation des transports en commun...), la commune de Bruxelles-Ville, celle qui occupe le centre historique de la région, une des plus touchée par la dégradation, entamait un remarquable effort de régénération de ses espaces publics.

Entre autres outils, il fut décidé de convoquer la signification historique de ces espaces, pour beaucoup d'entre eux des lieux d'échange et de commerce, remontant au moyen âge ou aux époques immédiatement postérieures. La toponymie rappelait encore leur fonction disparue. La trame viaire ancienne - très caractéristique - malmenée par des aménagements chaotiques, pouvait être retrouvée relativement facilement et former la première étape d'un travail de restitution patrimoniale. On associa alors les historiens aux bureaux d'urbanisme chargés de la rénovation, après consultation des comités de quartier concernés. Des récits purent s'accrocher progressivement à des espaces trop longtemps banalisés.

Plus de 25 ans après cette expérience, à laquelle j'ai activement participé et que je raconterai très succinctement, on peut envisager un bilan des résultats obtenus, tant au niveau de la qualité des nouveaux territoires ainsi générés que des dynamiques sociales, économiques et culturelles qui y ont pris place et qui se développent toujours aujourd'hui, dans des sens divers, pas uniquement positifs.

L'histoire appliquée à l'aménagement du territoire est une sous-discipline sans aucun doute nécessaire. Elle permet de restituer leur sens aux espaces (une ressource à ne pas sous-estimer), elle documente les restaurations et leur évite d'éventuelles dérives esthétiques purement artificielles, contredisant la nature et la fonction des lieux auxquels il est désirable de rendre leur lisibilité culturelle. L'exercice a néanmoins ses limites. Il exige d'incessantes négociations avec des parties-prenantes rarement unanimes et une attention constante aux usages extraordinairement changeants de la ville.